



IÑAKI ECHANIZ

Député de la 4e circonscription des Pyrénées-Atlantiques

19 janvier 2024

CRISE DU LOGEMENT : UNE RÉOLUTION MODEM POUR NE RIEN RÉSOUDRE

Hier, à l'occasion de sa journée d'initiative parlementaire, le groupe Modem & Indépendants a présenté une proposition de résolution visant à accentuer les efforts pour favoriser l'accès de tous au logement. Alors que le Gouvernement s'est déjà engagé sur l'arrivée d'un projet de loi sur le logement, dont on ne connaît pas le contenu, et qu'une proposition de résolution n'a aucune valeur contraignante et ne fait que formuler des recommandations, cette initiative est doublement inutile et sans portée.

Au cours de la discussion générale, une large partie des groupes représentés, à droite comme à gauche, ont ainsi regretté le manque d'ambition de cette proposition parlementaire face à la crise que traverse le pays. Iñaki Echaniz, orateur pour le groupe socialiste, a pu rappeler l'urgence à agir et enjoindre ses collègues à travailler ensemble sur des solutions opérationnelles.

“Nous ne résoudrons pas la crise du logement par une liste de demandes. Nous sommes législateurs, nous devons agir avec les moyens les plus efficaces à notre disposition. Je ne comprends pas l'immobilisme du groupe Modem dont nombre de leurs députés sont quotidiennement témoins des difficultés en matière de logement dans nos territoires, notamment en zones touristiques. Si ils voulaient des engagements plus forts du gouvernement, une simple question au gouvernement aurait suffi et ils auraient pu profiter de leur temps parlementaire pour que l'on travaille d'ores et déjà sur les défis les plus urgents de la crise du logement.”

Iñaki Echaniz, député de la 4e circonscription des Pyrénées-Atlantique

Retrouvez des extraits de l'intervention d'Iñaki Echaniz :

Et comme il est urgent d'attendre, cette Proposition de Résolution porte naturellement des mesures fortes : réclamer « au gouvernement d'évaluer », « suggérer au gouvernement de lancer une réflexion », tout en « appelant le gouvernement à rechercher des leviers », sans oublier de souhaiter « que l'État explore des possibilités » mais enfin, et j'ose dire surtout, ce texte « invite le gouvernement à « rester vigilant » ».

Alors que des dizaines de concertations, d'études, de rapports administratifs et parlementaires, ont déjà vu le jour sur ce sujet au cours de cette mandature et que, vous avez-vous-même, il y a six mois, lancé une Mission d'information sur l'accès à un logement digne et la réalisation d'un parcours résidentiel durable, le choix de ce format et son contenu sont en total décalage avec les besoins.

Nous n'avons pas besoin d'une déclaration d'intention mais de mesures législatives concrètes et opérationnelles comme celles que je porte avec Annaïg Le Meur, contre les dérives des meublés de tourisme.

Votre inertie est incompréhensible. [...] Pourtant, les sujets ne manquaient pas pour construire un texte sur lequel nous aurions pu débattre voire nous retrouver : logement social et hébergement d'urgence, accession à la propriété, rénovation énergétique, lutte contre la vacance, encadrement du prix du foncier... Et si vous manquiez d'idées, le Conseil National de la Refondation sur le logement regorge de propositions délaissées par le gouvernement alors qu'elles emportaient l'adhésion d'une majorité des acteurs du secteur.

Vous avez préféré opter pour une Proposition de Résolution enchaînant une liste de principes convenus, flous, parfois même surprenants au regard de vos positions passées.